



PRINCIPAUTE DE MONACO

Allocution de S.E.M. FRANCK BIANCHERI

Conseiller de Gouvernement pour les Relations Extérieures
et pour les Affaires Economiques et Financières Internationales

Débat général
63^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

New York, le 27 Septembre 2008

Seul le discours prononcé fait foi

Unofficial translation attached

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous adresser mes félicitations pour votre élection et de saluer, à travers vous, les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes qui vous ont porté à la tête de cette noble Assemblée. Je tiens à vous assurer, ainsi qu'aux Membres du Bureau, du soutien de notre Délégation tout au long de cette 63^{ème} Assemblée générale.

Je souhaite également remercier le Secrétaire général pour son action résolue en faveur de la paix et lui renouveler notre appui sincère et entier.

Permettez-moi enfin de vous dire que c'est pour moi un grand honneur de m'exprimer, aujourd'hui, pour la première fois, à la tribune de cette prestigieuse enceinte.

Monsieur le Président,

Le grand et regretté poète Aimé Césaire a dit un jour « Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente ».

Les souffrances de notre civilisation, nous les connaissons. Les solutions à ces maux, nous les avons identifiées. Mais tout le problème réside dans la mise en œuvre de ces solutions.

Il y a huit ans, ici-même, tous les États Membres des Nations Unies ont adopté la Déclaration du Millénaire, instrument décisif pour la lutte contre la pauvreté, pour la paix et la sécurité, les droits de l'homme et la garantie d'un environnement durable. Elle est le cadre de huit objectifs précis, assortis de délais : les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le message que je souhaite aujourd'hui vous adresser est simple : la communauté internationale ne peut se permettre d'échouer dans la réalisation des OMD, et ce malgré la triple crise alimentaire, énergétique et environnementale qui touche sévèrement l'ensemble de la planète. Pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés à l'aube du nouveau Millénaire, il nous faudra redoubler d'efforts et poursuivre notre action concertée dans le seul cadre universel qui existe, celui des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Cela fait déjà huit ans que nous avons élaboré, ensemble, un tableau de bord, avec des objectifs chiffrés. Nous avons défini les étapes à suivre pour réduire la pauvreté, lutter contre la faim dans le monde et combattre les pandémies. Il y a huit ans, la situation était jugée très alarmante. Nous ne pouvions imaginer qu'elle allait empirer. Depuis, ont éclaté la crise énergétique avec la raréfaction de nos ressources, la crise alimentaire avec la hausse fulgurante du prix des denrées alimentaires de première nécessité et la crise climatique résultant de l'impact de l'activité humaine sur l'environnement. Ajoutons à ce tableau déjà bien noir la crise financière dont les répercussions ne cessent de se faire sentir et qui n'a même pas encore produit tous ses effets.

Chaque pays subit les conséquences de ces crises, de manière différenciée selon sa géographie, son économie, son ouverture commerciale et financière. Et chaque pays tente, avec ses moyens, d'y faire face. La Principauté de Monaco, à sa mesure, a choisi de s'atteler à lutter, avec les ressources dont elle dispose, contre deux de ces crises : la crise alimentaire et la crise climatique.

Nombre des progrès accomplis ces dernières années pour aider les populations souffrant de la faim et de la malnutrition ont été anéantis par la très forte hausse du prix des denrées alimentaires de première nécessité. Deux milliards d'être humains sont gravement menacés, alors que la production céréalière mondiale a atteint un niveau record en 2008 ! Le continent africain, et notamment l'Afrique sub-saharienne, avec 60% de sa population touchée par cette crise, est une nouvelle fois le continent le plus affecté. Il reste pourtant incontestable que le droit à l'alimentation fait partie des droits élémentaires de l'être humain. En juin dernier, lors de la Conférence de haut niveau qui s'est tenue à Rome, la communauté internationale a adopté la « Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies », dont Monaco soutient pleinement les mesures préconisées. La Principauté se joint également à l'appel en faveur de la constitution d'un Partenariat mondial autour de l'Equipe spéciale de haut niveau.

S.A.S. le Prince Albert II annonçait ici même, il y a un an, Sa décision d'augmenter significativement l'Aide Publique au Développement. Le Gouvernement Princier met tout en œuvre pour atteindre l'objectif des 0,7% du RNB en 2015, grâce à une hausse annuelle de 25% de notre APD et en ciblant notre action sur les pays les moins avancés. En 2008, ce sont ainsi 22 pays qui bénéficient d'un partenariat au développement avec la Principauté, situés majoritairement autour du bassin méditerranéen et en Afrique sub-saharienne. Outre ces coopérations bilatérales, Monaco contribue régulièrement à des programmes d'envergure menés par des organisations du système onusien telles que le PAM, l'UNICEF, l'OMS, le PNUD et le FNUAP, dont l'expertise et les structures permettent de secourir aux mieux les populations les plus démunies.

Par ailleurs, le changement climatique et les dérèglements qu'il provoque ont un impact direct sur la durabilité de nos actions en faveur du développement. La crise climatique, la désertification, la raréfaction des ressources en eau sont autant de causes qui ont aggravé la crise alimentaire. « Nous n'héritons pas la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants » disait Antoine de St Exupéry. Et – pour reprendre cette analogie – la communauté internationale ne verse pas les fonds nécessaires au remboursement de cet emprunt.

Le Gouvernement Princier, sous l'impulsion de notre Souverain, et en collaboration avec la Fondation Albert II, s'est beaucoup investi, dans le cadre de l'Année polaire internationale, pour attirer l'attention du plus grand nombre sur les conséquences du réchauffement climatique. La banquise arctique mérite à ce titre toute notre attention puisqu'elle est à la fois un témoin du réchauffement climatique et un acteur du changement climatique de par sa disparition progressive.

L'an passé, en adoptant la résolution sur les océans et le droit de la mer, les Etats membres se sont déclarés « fortement préoccupés par la vulnérabilité de l'environnement et la fragilité des écosystèmes des régions polaires, notamment l'océan Arctique et la calotte glaciaire arctique ». C'est également à l'initiative de Monaco, qu'une décision sur le développement durable de la région Arctique a été adoptée lors de la 10ème session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE, qui s'est tenue en Principauté, en février 2008.

Nous poursuivrons notre engagement en faveur de cette cause dans les prochains mois en accueillant à Monaco deux réunions sur l'Arctique: l'une en novembre 2008, organisée par la présidence française de l'Union européenne, et l'autre organisée par l'UNESCO en début d'année prochaine. Enfin, je souhaiterais mentionner que la Principauté a solennellement confirmé son intérêt pour les régions polaires en adhérant au Traité sur l'Antarctique le 31 mai dernier et que S.A.S. le Prince Albert II effectuera une mission scientifique en Antarctique en janvier prochain.

Monsieur le Président,

Ce n'est pas parce que la voie tracée en l'an 2000 a été semée d'embûches, qu'il faut choisir une autre route. Au contraire, retrouvons nos manches, concertons-nous et travaillons ensemble pour multiplier nos forces et créer de véritables synergies.

Je souhaiterais ici réitérer le profond attachement de la Principauté de Monaco aux Nations Unies, seule organisation véritablement universelle, qui place au centre de son fonctionnement les Droits de l'Homme et le dialogue entre les nations. La Charte des Nations Unies est garante de l'égalité souveraineté des pays et du respect du droit. Voilà quinze ans que Monaco est membre des Nations Unies. Depuis, notre petite Principauté a parcouru beaucoup de chemin sur la scène internationale, notamment en rejoignant le Conseil de l'Europe en 2004. Cet été, Monaco est devenu membre de l'Union pour la Méditerranée et nous nous félicitons de faire partie de ce nouvel ensemble régional qui, je l'espère, sera porteur de paix et de prospérité.

Sans les Nations Unies, on peut douter que les droits de l'Homme auraient acquis leur portée universelle, aujourd'hui indiscutable. Plusieurs anniversaires nous rappellent, cette année encore, le rôle essentiel de l'ONU : 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, 50^{ème} anniversaire de la Déclaration des droits de l'enfant et 20^{ème} anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant en 2009.

Le monde a changé depuis la Conférence de San Francisco. Il faut aujourd'hui veiller à la modernisation des Nations Unies et à l'adéquation de ses institutions avec nos principes démocratiques et les nouveaux équilibres géopolitiques. Ainsi que l'avait annoncé S.A.S. le Prince Albert II, ici-même l'an dernier, Monaco soutient le processus d'élargissement du Conseil de sécurité.

Monsieur le Président,

Seuls les efforts combinés de tous les partenaires permettront de faire de réels progrès dans la lutte contre la pauvreté, la promotion de la santé et de l'éducation, l'adduction d'eau potable et la protection de l'environnement. Comme l'indiquent les Recommandations du Groupe de pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique de juin 2008, « la responsabilité d'atteindre les OMD incombe au premier chef aux gouvernements des pays africains, qui ont, ces dernières années, fait preuve d'une volonté résolue » et qui mettent en place d'ambitieux programmes, susceptibles de bénéficier du concours financier des pays partenaires de l'aide.

Depuis l'an 2000, on a pu enregistrer de véritables progrès, notamment en matière de santé. Monaco, pour sa part, participe à différents programmes de l'OMS et de l'UNICEF, et œuvre pour lutter contre le VIH/SIDA, la drépanocytose, la tuberculose et le paludisme.

Mais les plus grands efforts nationaux, s'ils sont fournis de manière individuelle et non concertée, ne parviendront pas à lutter seuls contre les fléaux qui frappent notre planète, et en particulier le continent africain.

L'évaluation des politiques d'aide publique, l'échange de bonnes pratiques, la complémentarité d'actions d'aide au développement, le partenariat avec le privé, la micro finance, la recherche de sources alternatives de revenu sont autant d'instruments qui, assortis à la priorité à accorder au rôle central des femmes dans l'économie, nous permettront d'atteindre, dans sept ans, les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Au nom de la Principauté de Monaco, je formule les meilleurs vœux de réussite aux travaux de la 63^{ème} Assemblée générale des Nations Unies et vous renouvelle, Monsieur le Président, le soutien de la délégation monégasque.

Je vous remercie.

Mr. President,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Allow me, Mr. President, to convey to you my congratulations for your election and to acknowledge, through you, The Latin American and Caribbean States who brought you to lead this noble Assembly. Let me assure you and the members of the Bureau that my Delegation will lend its support throughout the 63rd General Assembly.

I also wish to thank the Secretary-General for his resolute action in favor of peace and renew him our sincere and full support.

Lastly, allow me to tell you it is a great honor to take the floor today for the first time at the rostrum of this prestigious hall.

Mr. President,

The great and regretted poet Aimé Césaire said: "A civilization that cannot resolve the problems that arise from its own functioning is a decadent one".

We know the sufferings of our civilization. We have identified the solutions to treat them. The issue at stake is to implement them.

Eight years ago, in this very place, UN members States adopted the Millennium Declaration, decisive blue print to fight poverty, promote peace and security, human rights and to ensure a sustainable environment. It is the framework for eight accurate goals assorted with a timeframe: the MDGs.

My message today is simple: the international community cannot fail in the implementation of the MDGs. Notwithstanding the triple food, energy and environmental crisis which seriously affects the entire planet. To reach the goals we set for ourselves for the new Millennium, we will have to redouble our efforts and build on our concerted action in the only universal forum, the United Nations.

Mr. President,

Eight years ago, we elaborated together a road map, with quantified goals. We defined the steps to take to reduce poverty, fight hunger in the world and combat pandemics. Eight years ago, the situation was very alarming. We could not have imagined that things could worsen. Since then we have been faced with the energy crisis with the rarefaction of our resources, the food crisis with the soaring price of basic food products and the climate crisis caused by human activities on the environment. In addition to this already very dark picture we now face the financial crisis whose effects keep shaking the economy even if its full impact is yet to come.

Each country suffers the consequences of these crises, in a differentiated way depending on its geographic location, its economy, its commercial and financial market share. And each country with its own means attempts to face them. The Principality of Monaco, on its own scale, has chosen to fight two of those crises with the resources at hand: the food and climate crisis.

Many of the progress achieved during the past years to help the populations suffering from hunger and malnutrition have been annulated by the soaring in basic food products. Two billions human beings are seriously at risk at the very moment the world cereals production has reached a record high in 2008. The African continent, and in particular sub-Saharan Africa, with 60% of its population affected by this crisis, is again the most threatened continent. Nonetheless, the right to

food is a basic human rights. Last June, during the High Level Conference in Rome, the international community has adopted the "Declaration on world food security: the challenges of climate change and bioenergy", which Monaco fully supports. The Principality also joins the appeal in favor of a World Partnership around the High-Level task Force on the Global Food Crisis.

H.S.H. Prince Albert II announced in this very place a year ago, His decision to substantially increase Monaco's ODA. In order to implement the target of 0,7% of its Gross National Income in 2015, the Princely Government has increased Monaco's ODA by 25% every year and has focused its action towards the LDCs. In 2008, 22 countries have thus benefited from a development partnership with the Principality mainly located around the Mediterranean basin and in sub-Saharan Africa. In addition to that bilateral cooperation, Monaco contributes on a regular basis to large Funds and Programmes of the UN System: WFP, UNICEF, WHO, UNDP, UNFPA, whose expertise and structures allow to help the poorest populations.

Moreover, climate change and the deregulations it creates have a direct impact on the sustainability of our actions for development. The climate crisis, desertification, the shortage of water resources have worsened the food crisis. "We don't inherit our planet from our parents, we borrow it from our children" said Antoine de St Exupéry. And- by analogy- the international community doesn't allocate the necessary funds to reimburse this credit.

The Princely Government, with the leadership of our Head of State and in collaboration with the Prince Albert II Foundation has committed itself actively in the International Polar Year in order to raise awareness of as many people as possible on the consequences of global warming. In this regard, the Arctic icecap deserves all our attention since it shows us the consequence of the global warming and its melting in turn has an impact on climate change.

Last year when adopting the resolution on oceans and the law of the sea, Member States expressed their "deep concern over the vulnerability of the environment and the fragile ecosystems of the Polar Regions, including the Arctic Ocean and the Arctic ice cap". Monaco also proposed for adoption by UNEP's Governing Council Tenth Special Session which took place in the Principality in February 2008, the Decision on Sustainable Development of the Arctic Region.

We will pursue our commitment for this cause in the coming months when Monaco host meetings on the Arctic: the first one in November 2008, organized by the French Presidency of the European Union, and the second, organized by UNESCO at the beginning of next year. I would also like to mention that the Principality solemnly confirmed its interest for the Polar Regions by acceding to the Antarctic Treaty on 31 May this year, and H.S.H. Prince Albert II will go on a scientific mission in Antarctica next January.

Mr. President,

Notwithstanding the obstacles we encountered on the roadmap decided upon in 2000 we have to stay on track. Let's roll up our sleeves, consult each other and work together to multiply our forces and create true synergies.

I would like to reiterate here the deep commitment of the Principality of Monaco to the UN, sole truly universal organization, which sets at its core Human Rights and the Dialogue among Nations. The UN Charter guarantees the sovereign equality of States and the Rule of Law. Fifteen years ago, Monaco became member of the UN. Ever since, our small Principality has evolved on the international arena becoming also member of the Council of Europe in 2004. Last summer Monaco joined the Euro-Mediterranean Partnership, new regional forum which will help bring peace and prosperity to the Region.

Without the UN, Human Rights may not have reached their universality today undisputable. Many commemorations remind us this year yet again of the essential role of the UN: the 60th Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, the 50th Anniversary of the Declaration of the Rights of the Child and the 20th Anniversary of the Adoption of the UN Convention on the Rights of the Child in 2009.

The world has changed since the San Francisco Conference. Today we have to modernize the UN and adapt its institutions with our democratic principles and new geopolitical balances. H.S.H. Prince Albert II stated here last year Monaco's support to the increase of the members of the Security Council.

Mr. President,

Only the combined efforts of all partners will allow us to make real progress in our fight against poverty, for better healthcare and education, water access and the protection of the environment. As indicated in the recommendations of the June 2008 report of the MDG Africa Steering Group *Achieving the Millennium Development Goals in Africa* "The primary responsibility for achieving the Goals remains with African Governments, who have shown tremendous leadership in recent years" and put in place ambitious programs that can attract the financial support of partner countries for development.

Real progress has been achieved since 2000, in particular in the area of health services. Monaco contributes to different WHO and UNICEF programs and participates in the effort to combat HIV/AIDS, sickle cell anemia, TB and Malaria.

The greatest national efforts if they are individually made and not coordinated won't be enough to fight the scourges that affect our planet, and in particular the African continent.

Evaluation of ODA policies, sharing of good practices, coordination of development assistance, partnership with the private sector, micro finance, pursuit of alternative incomes, are all instrumental, together with the priority to be given to the central role of women in the economy, to achieving in seven years the MDGs.

On behalf of the Principality of Monaco, I convey the best wishes of success for the work of this 63rd Session of UNGA and reiterate to you, Mr. President, the support of the Principality of Monaco.

I thank you for your attention.